

La très ruineuse course des villes aux grands événements

Après l'Euro de football en 2016, la France vise l'organisation des Jeux olympiques de 2024 et de l'Exposition universelle de 2025. L'intérêt des pays pour ces événements planétaires s'explique davantage par leur impact médiatique que par leurs retombées économiques, très incertaines

JÉRÔME PORIER

L'agenda des grands événements ne s'interrompt jamais très longtemps. Après les championnats du monde d'Athlétisme à Pékin, la prochaine manifestation planétaire sera la Coupe du monde de rugby, dont le coup d'envoi sera donné le 18 septembre. L'Angleterre a obtenu l'organisation de cette compétition face à l'Italie, au Japon et à l'Afrique du Sud. Pour l'Euro de foot de 2016, la France a battu sur le fil la Turquie et l'Italie. Pour obtenir l'attribution d'une manifestation mondiale, comme les Jeux olympiques, la Coupe du monde de football ou l'Exposition universelle, la lutte est acharnée. Pourtant, « l'organisation de ces grands événements est extrêmement coûteuse et la rentabilité rarement au rendez-vous », déclare l'économiste Julien Moussavi, membre du groupe de réflexion BSI Economics.

Première explication : le devis initial n'est jamais respecté. Les JO l'illustrent bien. Depuis Los Angeles en 1984, aucune ville ayant organisé les Jeux n'a tenu son budget de départ. En cause, le système d'enchères mis en place par le Comité international olympique (CIO). Pour l'emporter, les villes candidates minorent leurs budgets prévisionnels et surestiment les retombées économiques. Une surenchère qui provoque des dérives pharaoniques.

Pour les JO d'été à Pékin (2008), Barcelone (1992) et Londres (2012), les budgets initiaux furent dépassés respectivement de 1130 %, 156 % et 127 %. Pour les Jeux d'hiver, la palme revient à Sotchi, dont le coût est passé de 8 milliards d'euros à 37 milliards d'euros. « Il existe une malédiction du vainqueur », explique Vladimir Andreff, professeur émérite à l'université Paris-1. *Le CIO incite les candidats à surenchérir en proposant des projets mirobolants. C'est une certitude : les Jeux de 2024 coûteront beaucoup plus cher que prévu par la ville hôte.*

Les JO ne sont pas les seuls événements à donner lieu à de tels dérapages. Initialement, la Coupe du monde de la FIFA 2010, en Afrique du Sud, devait rapporter 350 millions d'euros. A l'arrivée, le trou atteint 1,5 milliard d'euros. Un moindre mal comparé à celui de la Coupe du monde au Brésil, quatre ans plus tard. Entre le budget prévi-

sionnel et la note finale, les dépenses ont été multipliées par cinq, pour atteindre 15 milliards d'euros. A elle seule, la facture du stade Mané-Garrincha, à Brasilia, est passée de 100 millions d'euros à 500 millions d'euros. Dépités par les performances de leur équipe, les contribuables brésiliens doivent maintenant éponger un surcoût de 8 milliards d'euros. Dans sept ans, la Coupe du monde

de football au Qatar promet de faire exploser tous les compteurs (le cabinet Deloitte parle de 200 milliards de dollars de dépenses!).

Sans atteindre de tels extrêmes, l'Exposition universelle de 2000 à Hanovre a également laissé un souvenir amer aux contribuables allemands, avec un déficit de 1,2 milliard d'euros, conséquence d'une maigre affluence (18 millions de visiteurs). Le

budget de l'Exposition universelle de Milan, qui s'achèvera le 31 octobre, sera également dépassé à cause des retards du chantier. Au moins 1,2 milliard d'euros d'argent public aura été englouti entre deux bretelles d'autoroute à 20 km de la cité lombarde. Pour l'Expo universelle de Dubaï en 2020, un budget de 15 à 20 milliards de dollars (13,2 à 17,6 milliards d'euros) est évoqué.

SURENCHÈRES

Ces surenchères incitent désormais certains candidats à la prudence. En juillet, Boston a jeté l'éponge dans la course aux JO de 2024. « Je refuse de signer une garantie qui utilise l'argent des contribuables pour payer cette manifestation », a déclaré Marty Walsh, maire de la ville américaine. Boston laisse donc Paris – qui a officiellement déposé son dossier de candidature au CIO samedi 12 septembre – en lice avec Rome, Hambourg, Budapest, Toronto et Los Angeles, qui ont jusqu'au 15 septembre pour envoyer leur lettre de candidature au CIO. La route sera longue : ce n'est qu'à l'été 2017 que le CIO élira la future ville hôte des Jeux 2024.

Autre constat : les retombées économiques des grands événements sont systématiquement surestimées. Pour renforcer leur dossier, les candidats n'hésitent pas à commander au prix fort des études démontrant l'impact positif de la manifestation sur l'économie locale. Le mantra est toujours le même : relance keynésienne par le financement de grands travaux, hausse du tourisme, impact positif sur le moral de la population et donc sur la consommation.

En 2014, le gouvernement brésilien affir-

maît que la Coupe du monde de football allait générer un gain de 0,4 point de PIB par an jusqu'en 2019 et créer 600 000 emplois (dont la moitié temporaires). Des prévisions qui paraissent aujourd'hui largement surestimées. Englué dans une grave crise économique et sociale, le pays devrait voir son PIB baisser de 1,8 % en 2015, selon un consensus d'économistes réalisé par Bloomberg.

Organiser une grande manifestation est pourtant positif pour la croissance économique et l'emploi. Les principaux secteurs qui en bénéficient sont le BTP et les services (restauration, hôtellerie...). En 2009, les économistes Swantje Allmers et Wolfgang Maennig ont estimé les retombées de la Coupe du monde de football en Allemagne de 2006. Ils ont comptabilisé 700 000 nuits d'hôtel directement liées à l'événement et 900 millions de dollars de recettes touristiques induites. « Mais l'impact est dérisoire », assure M. Andreff. *Dans le cas des JO, il ne dépasse pas 0,2 % ou 0,3 % du PIB d'un pays développé.* Au passage, cet expert souligne qu'un programme d'investissement à marche forcée pour rattraper des retards de chantier coûte toujours plus cher que le même programme réalisé sans « rush ».

Autre argument régulièrement invoqué : les grands événements attirent beaucoup de

touristes étrangers. Incontestable dans le cas d'une ville de moindre envergure comme Almaty, ville du Kazakhstan battue par Pékin pour l'organisation des Jeux d'hiver de 2022, le propos est beaucoup moins convaincant pour Paris, première destination touristique mondiale. D'autant qu'un effet d'éviction est à redouter : en augmentant les nuisances (pollution, embouteillages...), un grand événement peut faire fuir les touristes habituels.

« En 2004, les recettes touristiques ont baissé en Grèce malgré les Jeux d'Athènes », se souvient Christopher Hautbois, maître de conférences à l'université Paris-Sud. Dans ce domaine, les prévisions ne se vérifient pas

toujours. Pour la Coupe du monde en Afrique du Sud en 2010, les organisateurs tablaient sur 400 000 touristes provenant des pays voisins. Il y en eut finalement 50 000. Quant aux emplois créés, les déceptions sont, là aussi, fréquentes. « Les organisateurs promettent des milliers d'emplois, mais les créations dépassent rarement quelques centaines, et encore, il s'agit le plus souvent d'emplois temporaires », déclare M. Andreff.

Reste un argument recevable : les grands événements servent de catalyseurs pour ac-

célébrer de grands chantiers d'infrastructures qui, de toute façon, auraient été réalisés. A Paris, les Expositions universelles de 1889 et

de 1900 ont laissé en héritage la tour Eiffel, le Grand Palais, le Trocadéro... De nos jours, il s'agit plutôt d'équipements sportifs, d'une nouvelle autoroute, d'une liaison ferroviaire express, mais aussi de la rénovation d'un quartier, voire de la refonte du plan d'urbanisme d'une ville.

La mutation de l'est de Londres, où se sont déroulés les JO de 2012, l'illustre. Dans ce quartier déshérité, l'objectif est d'enclencher une dynamique positive : la reconversion du village olympique a donné naissance à 2800 logements, des immeubles de bureaux devraient suivre et le taux de chômage est passé de 13 % à 9 % depuis 2012.

Sur place, la réalité reste mitigée. Les nouveaux logements sont excentrés et ils peinent à attirer : si les nouvelles habitations sociales sont pleines, celles du secteur privé restent partiellement vides. Le nouveau quartier promis sur les brochures en papier glacé lors de la candidature de Londres en 2005, qui imaginaient 11000 logements à l'horizon 2030, verra peut-être finalement le jour, mais c'est encore très incertain. Quant à l'immense centre des médias, où étaient instal-

lées les télévisions du monde entier, il reste à moitié vide : BT y a construit des studios pour ses nouvelles chaînes de sport, une université y a installé un campus en cette rentrée scolaire, mais il reste encore beaucoup de travail pour terminer sa reconversion.

LE SENTIMENT D'UNITÉ NATIONALE

Financièrement aussi, le constat est mitigé. « *Le bilan présenté en juillet par le gouvernement britannique, faisant état de 19 milliards d'euros de retombées économiques, alors que l'objectif initial était de 15 milliards d'euros sur quatre ans, est fantaisiste* », affirme Jean-Pascal Gayant, professeur d'économie à l'université du Mans. Si les gouvernements n'hésitent pas à peindre la réalité en rose, c'est parce qu'ils savent que l'impact réel est impossible à mesurer. « *Il n'y a pas deux événements identiques* », note M. Hautbois.

En France, l'étude la plus sérieuse sur l'impact économique d'un grand événement a été réalisée par Eric Barguet et Jean-Jacques Gouguet (université de Limoges, CDES), à propos de la Coupe du monde de rugby de 2007. Leurs conclusions ? L'épreuve aurait rapporté seulement 540 millions d'euros de retombées économiques, loin de la prédiction des étudiants de l'Essec en 2007, qui tablaient sur... 8 milliards d'euros.

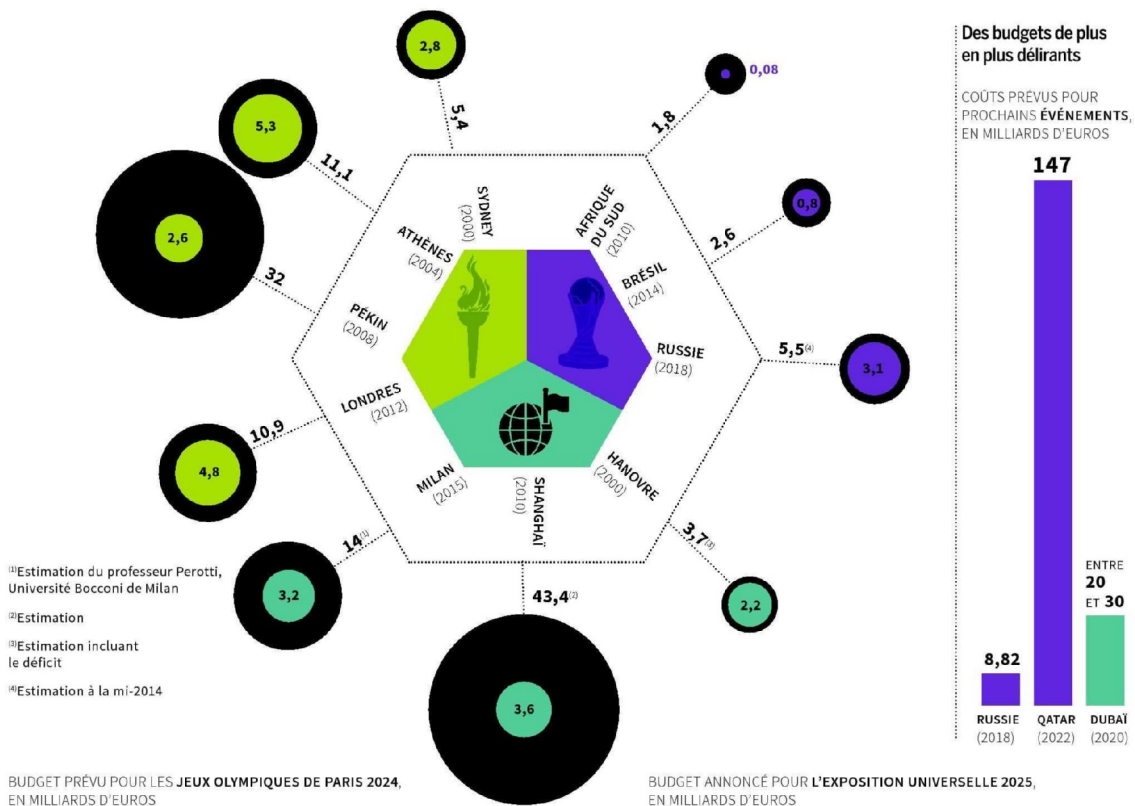
Vu la faiblesse de leur impact économique, la frénésie autour des grands événements s'explique avant tout par leur exposition médiatique. Les Jeux olympiques de Londres ont ainsi été vus par 3,7 milliards d'individus pendant deux semaines, assurant à la ville une formidable publicité, qui a probablement stimulé sa fréquentation touristique. Depuis 2012, le nombre de visiteurs étrangers a augmenté de 5 % par an en Grande-Bretagne. Une performance relative : le tourisme dans le monde a augmenté à la même vitesse.

Plus difficile à mesurer, l'organisation d'un grand événement peut aussi avoir un effet positif sur la consommation, en renforçant le sentiment d'unité nationale. « *Le pays se soude derrière ses champions*, dit M. Hautbois. *Et la population peut se sentir valorisée par la tenue d'un événement prestigieux.* » L'aspect géopolitique ne doit pas non plus être négligé. Dans le cas des JO de Pékin et de Sotchi, il semble même avoir été la motivation principale des organisateurs, des régimes autoritaires soucieux d'« adoucir » leur image. Mais l'hypermédiatisation d'une manifestation peut se révéler une arme à double tranchant, si les choses ne se déroulent pas comme prévu. Et elle se déroule rarement comme prévu. ■

Des coûts prévus systématiquement dépassés

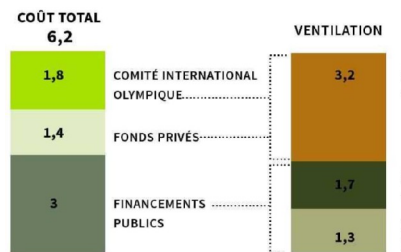
BUDGETS ANNONCÉS ET RÉALISÉS, EN MILLIARDS D'EUROS CONSTANTS (Les coûts ont été ramenés au niveau du pouvoir d'achat de l'euro 2014)

● JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ ● EXPOSITION UNIVERSELLE ● COUPE DU MONDE DE FOOTBALL (coût de construction ou de réaménagement des stades) ● COÛT FINAL ● COÛT PRÉVU

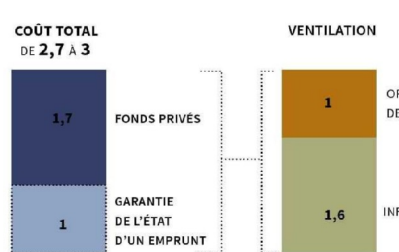


⁽¹⁾ Estimation du professeur Perotti, Université Bocconi de Milan
⁽²⁾ Estimation
⁽³⁾ Estimation incluant le déficit
⁽⁴⁾ Estimation à la mi-2014

BUDGET PRÉVU POUR LES JEUX OLYMPIQUES DE PARIS 2024, EN MILLIARDS D'EUROS



BUDGET ANNONCÉ POUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE 2025, EN MILLIARDS D'EUROS



SOURCES : « THE NEW YORK TIMES » ; ROBERTO PEROTTI ; WLADIMIR ANDREFF ; ÉTUDE DE LA TRONDHEIM BUSINESS SCHOOL, RUSSIAN ANALYTICAL DIGEST ; COMITÉ FRANÇAIS DU SPORT INTERNATIONAL, ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ SUR LES JEUX OLYMPIQUES À PARIS

Pour Paris, quel est le mieux : l'Expo ou les JO ?

D'UN CÔTÉ, des Jeux olympiques qui assureraient à Paris une visibilité mondiale pendant deux semaines auprès d'un Terrien sur deux; de l'autre, une Exposition universelle qui durerait six mois et qui drainerait davantage de visiteurs. Quel serait le meilleur scénario pour la France, étant entendu que, si rien n'interdit à un pays d'héberger les deux manifestations, la lourdeur de leur organisation rend cette éventualité improbable ?

Un rapport publié en février par le Comité français du sport international évalue à 6,2 milliards d'euros le budget des Jeux à Paris en 2024. Un coût inférieur à celui des JO de Londres (14 milliards d'euros), de Pékin (30 milliards), et celui prévu pour Rio en 2016 (12 milliards d'euros). Après trois échecs (1992, 2008 et 2012), « Paris a l'avantage de disposer déjà de la plupart des installations sportives, hormis le village et la piscine olympiques », remarque Jean-François Martin, adjoint à la maire

de Paris chargé des sports.

Le coût de l'organisation (3,25 milliards d'euros) serait supporté par le Comité international olympique et les sponsors. L'argent public, à hauteur de 3 %, servirait à financer les épreuves paralympiques. Le coût des infrastructures, évalué à 3 milliards d'euros, dont 1,7 milliard pour le village olympique, serait pris en charge à parts égales par des partenaires privés et par l'Etat.

Moins populaire

« Ce budget modeste doit être relativisé : la probabilité est grande qu'il soit au final dépassé de 3 ou 4 milliards d'euros », estime un économiste du sport. Précision : si la Mairie de Paris – alors qu'Anne Hidalgo était réticente – s'est laissée convaincre par François Hollande de s'engager dans l'aventure, elle a obtenu de la part de ce dernier que l'Etat s'engage à financer le dossier de candidature (60 millions d'euros).

Moins coûteux (entre 2,7 et 3 mil-

liards d'euros), le projet de l'Expo universelle 2025 a l'avantage de s'inscrire dans le cadre du Grand Paris Express, le métro rapide qui sera l'ossature du Grand Paris. Un site central de 40 à 50 hectares serait implanté à Saclay ou à Aulnay-sous-Bois. L'autre atout est son financement entièrement privé, à travers billetterie, sponsoring et mécénat. En complément, un appel public à l'épargne sous forme de *crowdfunding* pourrait procurer 10 à 20 millions d'euros. Compte tenu du décalage entre les dépenses et les recettes, un emprunt de 500 millions à un milliard d'euros garanti par l'Etat serait néanmoins nécessaire.

Moins populaire que les JO, une Exposition universelle génère par sa durée un nombre plus important de visiteurs. « En tablant sur 50 millions de visiteurs, hypothèse raisonnable, l'événement pourrait créer entre 150 000 et 160 000 emplois, dont une partie serait durable », confie l'économiste Christian de Boissieu, vice-

président de l'association ExpoFrance 2025, qui a plaché sur le sujet avec le cabinet Deloitte.

Un scénario qui peut paraître optimiste compte tenu des échecs relatifs des précédentes éditions. Au cours de la dernière décennie, seule celle de Shanghai en 2010 est considérée comme un succès (73 millions de visiteurs). « La formule des pavillons nationaux est usée », estime Jean-Christophe Fromantin, le maire (UDI) de Neuilly-sur-Seine, président d'ExpoFrance 2025, qui entend « renouveler la formule ». De grandes entreprises ont accepté de le suivre dans l'aventure : Carrefour, Bouygues, Crédit agricole, SNCF, Renault, Sanofi, Accor... « Dans une période d'incertitude, organiser un tel événement permettrait de fédérer les énergies. C'est un élément de retour à la confiance et de reprise économique », dit M. Fromantin. Le verdict sera rendu en 2018 par le Bureau international des expositions. ■

J. P.O.

Au Royaume-Uni, de modestes retombées attendues du Mondial de rugby

C'EST LE TROISIÈME plus important événement sportif au monde, après les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football (hors Tour de France, où les spectateurs ne paient pas leur place). Quatre milliards de téléspectateurs vont le regarder, et 2,2 millions de billets ont été vendus. Pourtant, la Coupe du monde de rugby, qui commence le 18 septembre au Royaume-Uni, est une affaire économique relativement modeste.

L'étude officielle, commandée par le comité organisateur au cabinet Ernst & Young (EY), estime que le produit intérieur brut (PIB) britannique recevra un coup de pouce de 1 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros) grâce à l'événement. En termes macroéconomiques, c'est insignifiant : moins de 0,07 % du PIB. « Et c'est sans doute exagéré, comme toutes ces études commandées par les organisateurs », souligne un économiste. En comparaison, le poids économique du football est bien plus important. Une saison de Premier League en Angleterre – qui, certes, s'étale sur neuf mois – rapporte 6,2 milliards de livres de valeur ajoutée.

La Coupe du monde de rugby n'en représente pas moins un agréable bénéfice économique. Elle a

l'avantage d'être très peu risquée financièrement. Les investissements nécessaires ne s'élèvent qu'à 85 millions de livres. Les treize stades utilisés existent déjà, et peu de travaux ont été effectués. L'essentiel des dépenses s'est concentré sur l'aménagement de Twickenham, le mythique stade de Londres.

« Supporteurs aisés »

« Les Jeux olympiques ont rapporté autour de 10 milliards de livres, mais ils ont coûté 9 milliards. En net, la Coupe du monde de rugby rapporte donc à peu près la même chose », souligne Peter Arnold, l'auteur du rapport d'EY. Aucun investissement dans les infrastructures hôtelières n'a été nécessaire. L'Angleterre est équipée pour recevoir les 460 000 touristes attendus en plus. La plupart viendront d'Europe, mais un afflux de l'hémisphère Sud est également attendu : Nouvelle-Zélande, Australie, Afrique du Sud... Ceux-là devraient rester des semaines sur place et dépenser d'importantes sommes. « Les supporteurs de rugby sont souvent assez aisés », rappelle M. Arnold.

Contrairement aux Jeux olympiques, concentrés dans une seule ville, la Coupe du monde de rugby est répartie dans douze villes, et la foule ne se con-

centrera pas au même endroit. Les touristes sont installés dans des villes souvent peu visitées, où se tiendront les matchs : Milton Keynes, Leicester, Birmingham et... Rugby bien sûr.

« Le coût est minimal, et les retombées touristiques presque sûres », souligne Chris Brady, directeur du Centre for Sports Business à l'université de Salford. Et les revenus sont bien distribués géographiquement. »

Exeter, charmante petite ville de l'ouest de l'Angleterre, en est un exemple. Elle accueillera trois matchs de poule dans son stade, Sandy Park. La mairie a investi environ 1,4 million d'euros, essentiellement pour l'agrandir et le porter à une capacité totale de 12 000 places. Pour ce prix-là, la cité du Devon devrait recevoir environ 12 000 visiteurs internationaux, selon les experts d'EY. Des écrans géants seront installés dans la ville et devraient générer des revenus pour les commerces locaux. L'économie d'Exeter devrait, en tout, recevoir 23 millions d'euros de valeur ajoutée supplémentaire. Et même si cette estimation est exagérée, la ville est presque certaine d'en sortir gagnante financièrement, étant donné que l'investissement initial était raisonnable. ■

ÉRIC ALBERT (LONDRES, CORRESPONDANCE)